



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

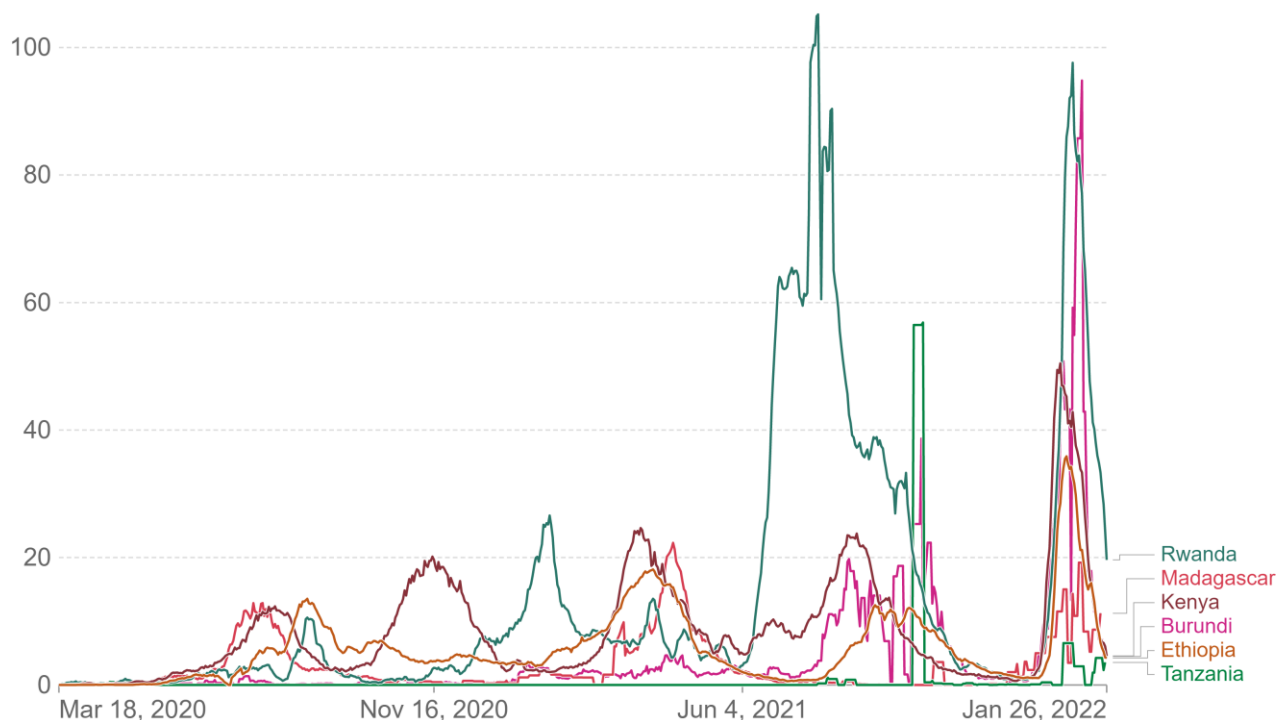
25 janvier 2022

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 Burundi

La Banque mondiale débourse 150 MUSD pour les populations vulnérables

Un accord de financement du projet *Cash For Jobs* a été signé, ce lundi 24 janvier, entre la Banque Mondiale et le gouvernement du Burundi. Il s'agit d'un don approuvé en décembre 2021 par le Conseil d'administration de la Banque Mondiale, afin de venir en appui au secteur de la protection sociale à travers la gestion des programmes des filets sociaux qui visent à promouvoir la production et l'accès à l'emploi pour les populations les plus vulnérables du Burundi. A peu près 1 million de Burundais vont en bénéficier, soit approximativement 25 % de la population pauvre.

🍷 Comores

Signature d'un partenariat entre la chambre de commerce franco-comorienne et l'UCCIA

L'Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture des Comores (UCCIA) a signé une convention de partenariat avec la chambre de commerce franco-comorienne (CCFC) le 20 Janvier. La convention vise à une meilleure mobilisation de la diaspora et l'amélioration du climat des affaires aux Comores, dans la perspective d'attirer de nouveaux investisseurs. Elle doit contribuer à la création d'un cadre favorable à des échanges économiques plus intenses entre les Comores, la France et l'UE (via les biens mais aussi les services, notamment le tourisme). Les exportations françaises vers les

Comores n'ont pas été impactées par la crise sanitaire, ayant légèrement augmenté en 2020 (+6%) passant à 38 MEUR selon les douanes françaises. Les importations ont néanmoins diminué de moitié (-52%) à 7 MEUR.

🍷 Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Ethiopie

Nouvel échec de l'AO pour l'approvisionnement en engrais

Les appels d'offres internationaux (AO) lancés par le ministère de l'Agriculture (MoA) et l'*Ethiopian Agricultural Business Corporation (EABC)* pour l'approvisionnement en engrais ont échoué sur les six derniers mois. En effet, lors de la première série d'AO, les prix des engrais sur le marché international étaient bien supérieurs au budget initial ; le second tour n'a pas non plus pu porter ses fruits malgré l'invitation directe de 14 fournisseurs internationaux (qui n'ont pas satisfait aux exigences techniques et aux validations de prix) ; la troisième fois, le MoA a invité des fournisseurs internationaux à négocier directement avec la société et le ministère. Là encore, 14 entreprises étaient intéressées mais seules deux ont réussi cette fois-ci. Dans un contexte d'amenuisement des réserves de

devises de l'Éthiopie, les importations d'engrais ont coûté 597,8 MUSD sur l'année fiscale 2019/20 au pays (+19,6% par rapport à l'année précédente).

Pénurie de liquidités dans le secteur bancaire éthiopien

En raison d'une faible mobilisation des dépôts, le secteur bancaire éthiopien connaît une crise de liquidités. Depuis plus d'un an, les banques doivent faire face au conflit dans le nord, entravant leur capacité de collecte des dépôts des zones actives dans le conflit (600 succursales bancaires dans l'État régional du Tigré restent fermées). Ainsi, seules 6 des 17 banques privées ont atteint une mobilisation positive des dépôts au cours du premier trimestre 2021/22. Au-delà d'une faible mobilisation des dépôts, le recouvrement des prêts a été interrompu, faisant bondir les prêts non performants (NPL), sans compter le doublement du taux de réserves obligatoires auprès de la Banque centrale (passé de 5 à 10%) qui a provoqué une pression supplémentaire. Dans un contexte de ralentissement économique, de thésaurisation et de faible pénétration financière dans les zones rurales, les banques peinent à mobiliser les dépôts nécessaires (133 Mds ETB circulaient en dehors du système bancaire en juin 2021, soit + 24 Mds ETB -- environ 484 MUSD -- de plus que l'année précédente).

Kenya

Le déficit commercial du Kenya atteint 10.5 Mds USD en raison des importations de carburant et de produits industriels

Le déficit commercial du Kenya au cours des 11 mois précédant novembre 2021 a atteint un niveau record de 10.9 Mds USD, creusé par la hausse des importations de carburant et de

produits industriels. Selon le *Kenya National Bureau of Statistics*, les importations totales ont augmenté de 29%, soit 3.79 Mds USD, pour atteindre 16.8 Mds USD. La hausse des prix du pétrole brut a entraîné une augmentation des coûts d'importation des carburants de 61%, soit la marge la plus élevée parmi les principales catégories d'importation; devant les importations industrielles non alimentaires (31%), les équipements de transport (25%) et les produits alimentaires (24%). Du côté des exportations, les produits alimentaires et les boissons, qui constituent les principaux postes d'exportation, ont enregistré une croissance plus faible que les autres grandes catégories d'importation. Ce déficit commercial plus important est préoccupant pour la position de change du pays, étant donné l'affaiblissement du Shilling.

Les entreprises chinoises contrôlent 50% des projets 2021 de la KURA

D'après une analyse du *Business Daily*, la moitié des projets, en valeur, de la *Kenya Urban Roads Authority (KURA)* entrepris en 2021 auraient été attribués à des entreprises chinoises, pour une valeur de 200 MEUR. Ce chiffre est largement supérieur à la part des entreprises kenyanes qui ont représenté en 2021, 26,2% des contrats routiers (100 MEUR). Les données compilées indiquent également que les entreprises chinoises construisent les projets les plus importants. Actuellement, 14 projets sont en cours de réalisation par des entreprises chinoises dont *Tosha Holdings*, *Popular China Wu Yi*, *Sinohydro*, *H-Young*, *Tinfra Engineering*, ou *China Aerospace Construction Group*. Cette dominance chinoise – qui s'est accrue sous la présidence de Kenyatta – se retrouve également dans le segment des autoroutes et axes routiers stratégiques, avec 85% de la valeur des contrats de la *Kenya National Highway Authority (KeNHA)*, ainsi que dans les secteurs ferroviaire et portuaire.

La hausse du prix du gaz de cuisson fait augmenter la consommation de charbon

L'utilisation de charbon de bois et de kérosène a nettement augmenté au cours de l'année 2021, suite à une augmentation des prix du gaz de cuisson (GPL) de près de 50% depuis janvier 2021, qui a contraint les kenyans à modifier leurs habitudes de consommation énergétique. D'après le *Kenya National Bureau of Statistics (KNBS)* la consommation de kérosène, qui s'élevait à près de 8 700 tonnes en juillet a atteint 10 000 tonnes en novembre. Cette hausse s'explique principalement par : (i) l'introduction de la TVA (16 %) sur le GPL en juillet 2021 et (ii) l'augmentation des cours internationaux d'hydrocarbures.

Contrairement à l'essence ou au diesel, les prix du GPL ne sont pas régulés, afin d'éviter de dissuader les investissements dans ce secteur. Le GPL est une des solutions de remplacement, la plus facilement disponible à ce jour, au charbon de bois et kérosène, combustibles aux impacts négatifs sur l'environnement (déforestation, émissions de GES) et pour la santé publique.

Mise en service de la centrale solaire PV de Malindi (52 Wc)

Une nouvelle centrale solaire photovoltaïque vient d'entrer en service dans le district de Malindi, dans le comté côtier de Kilifi. Equipée de près de 160 000 panneaux solaires – pour une puissance de 52 Wc – l'installation est connectée au réseau électrique national du Kenya. Ce projet, dont l'investissement s'élevait à 69 MUSD, a été financé et construit par le producteur indépendant d'électricité (IPP) britannique Globeleq, en partenariat avec l'entreprise *Africa Energy Development Corporation (AEDC)*. Cette centrale devrait contribuer à renforcer la part de production électrique renouvelable (90 %), dans un contexte national où la contribution des énergies renouvelables (hydroélectricité et de la géothermie) à la production électrique a été

réduite en fin d'année 2021, au profit de la production thermique. Cette diminution s'explique notamment par : (i) une faible hydrologie et donc une faible production des centrales hydroélectriques, (ii) une faible production éolienne de la centrale du lac Turkana, (iii) l'indisponibilité de plusieurs centrales géothermiques à Olkaria et (iv) les pannes occasionnées par l'effondrement de plusieurs tours du réseau de transmission.

Madagascar

La Banque centrale constate une reprise des activités économiques durant le troisième trimestre 2021

Dans son dernier bulletin publié le 20 janvier 2022, la Banque centrale malgache (BCM) constate une relance des activités économiques des grandes et moyennes entreprises durant le troisième trimestre 2021, suite à la levée des mesures liées à l'état d'urgence sanitaire. L'indicateur synthétique d'activité des entreprises (IAE), qui agrège les soldes d'opinion des entreprises sur leurs ventes, leurs carnets de commande, leurs investissements, leurs embauches et leurs bénéfices, a progressé de 5,4 %, contre une baisse de 14 % durant le second trimestre. Le taux d'inflation a pour sa part augmenté de 6,3 % en glissement annuel durant le troisième trimestre (contre 4,3 % en 2020).

Maurice

La Mauritius Cane Industry Authority vise à tripler ses capacités de stockage de sucre d'ici fin 2023

La *Mauritius Cane Industry Authority (MCIA)* a signé le 17 janvier un contrat de bail avec la société immobilière publique *Landscape Mauritius* pour la construction d'un entrepôt sur

une superficie d'environ 5 ha dans la zone industrielle de Riche Terre *Business Park*. Ce projet, financé par le gouvernement mauricien pour un montant de 5 MEUR vise à tripler les capacités de stockage de sucre ensaché de la MCIA, qui augmenteront de 50 000 t à 150 000 t. Une première phase de travaux débutera en juin 2022 et s'achèvera en septembre 2023.

🍷 Ouganda

Pas de brèves cette semaine

🍷 Rwanda

Démarrage de la construction du département de mécatronique à l'IPRC Tumba promis par le président Macron

Lors d'une cérémonie en présence de la ministre d'Etat chargée de l'éducation Claudette Irere et du nouveau directeur de l'AFD au Rwanda, Arthur Germond, les travaux de construction du nouveau département de mécatronique de l'IPRC Tumba ont officiellement démarré avec la pose symbolique de la première pierre. Ce projet financé par la France, d'un montant de 8,5 MUSD, dont 4 millions pour la construction, avait été promis par le président Macron lors de sa visite historique en mai 2021. Composé de sept sections, le département de mécatronique formera aux métiers de la mécanique, l'automatisation, la pneumatique et l'hydraulique, la fabrication, l'électricité industrielle, l'électronique et l'informatique. La première rentrée est prévue pour décembre 2022 avec 50 étudiants, l'objectif étant de former 300 étudiants par an d'ici 2025.

🍷 Seychelles

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Somalie

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Soudan

Nomination d'une première salve de ministres

Le Président du Conseil de Souveraineté a signé le 20 janvier le décret nommant 15 ministres (dont entretemps un a démissionné – jeunesse et sport. Pour 12 d'entre eux, il s'agissait des Secrétaires généraux (*Wakil*), qui avaient été désignés par l'ancien premier ministre le 1^{ère} décembre dernier. Ces secrétaires généraux font office de ministres intérimaires. Les trois restants (ministre des affaires du Cabinet, des affaires étrangères et de la culture) n'avaient pas été nommés par l'ancien premier ministre. A noter également, qu'il manque à l'appel 7 autres ministres : justice, transports, éducation, enseignement supérieur, finances, ressources animales, développement social et mines. Ces 4 derniers portefeuilles étant détenus anciennement par des représentants des groupes armés signataires des accords de paix, il semblerait que leur titulaire, à l'image des finances, ait été reconduit dans leurs fonctions. Enfin aucune annonce n'a été faite concernant la nomination ni du Premier Ministre, ni des ministres de la défense et de l'intérieur.

Adoption du budget 2022

Ce budget 2022 a été approuvé la semaine dernière lors d'une réunion conjointe entre le

Conseil de Souveraineté et les sous-secrétaires chargés des ministères. Les recettes, estimées à 3 326 Mds SDG (soit 6,7 Mds USD au taux parallèle), en progression de +34 %, seraient basées sur les ressources internes, en l'absence de financements extérieurs actuellement bloqués. Les recettes fiscales devraient croître de 145 %. Quant aux dépenses estimées à 3 689 Mds SDG (soit 7,5 Mds USD), elles affichent une augmentation de +38 % due essentiellement à la croissance des salaires et aux dépenses en vue de la préparation des élections. Les bases macro-économiques, qui sous-tendent ce budget, sont une croissance de 1,4 % et une inflation de 202,6 % (à comparer à un taux de 359 % pour 2021).

🍷 Soudan du Sud

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Tanzanie

La banque chinoise *China Dasheng Bank Ltd* ouvre ses portes à Dar es Salam

La *China Dasheng Bank Ltd*, nouvellement créée, est une banque commerciale à part entière approuvée par la Banque centrale de Tanzanie. Il s'agit de la première banque en Tanzanie établie conjointement par des entreprises publiques et privées chinoises. *China Dasheng Bank Ltd* est le plus récent entrant dans le secteur bancaire tanzanien et vise à soutenir des projets financés par la Chine en Tanzanie et à fournir des crédits aux particuliers et aux entreprises qui font des affaires avec la Chine. En août 2021, 48 banques

étaient en activité en Tanzanie. Le pays poursuit la mise en œuvre du deuxième cadre national d'inclusion financière (*National Financial Inclusion Framework (NFIF) 2018-2022*), afin d'assurer un accès et une utilisation plus larges des services financiers. Le NFIF 2018-2022 vise à augmenter le pourcentage d'adultes tanzaniens utilisant des services financiers formels à 75 % d'ici fin 2022, contre 65 % en 2017.

Zlecaf : La Tanzanie devient le 39^{ème} pays à déposer ses instruments de ratification

La Tanzanie a déposé ses instruments de ratification pour la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) auprès de la Commission de l'Union africaine devenant ainsi le 39^{ème} pays à intégrer la liste. La Sierra Leone, le Ghana, le Kenya et le Rwanda ont été les premiers pays à déposer leurs instruments de ratification pour l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange dont l'accord a été signé par tous les pays africains excepté l'Erythrée. Le processus d'intégration de la Zlecaf se décline en trois phases pour chaque pays (signature de l'accord ; ratification ; dépôt des instruments de ratification). L'accord de la Zlecaf est entré en vigueur le 30 mai 2019 pour les 24 pays ayant déposé leurs instruments de ratification auprès du Président de la Commission de l'Union africaine. Une quinzaine de pays, dont le Maroc, la Libye et Madagascar, n'ont pas encore ratifié l'accord. Cette dernière étape témoigne de la détermination de l'actuelle présidente Samia Suluhu en vue de l'intégration de la Tanzanie aux autres pays africains signataires, qui ouvrira des perspectives aux opérateurs économiques tanzaniens et contribuera au développement de l'économie nationale.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international